

au sujet des autres désaccords. Ces aveux quant aux besoins futurs ouvrent la voie à de nouvelles possibilités de progrès sur un front plus large. Nous devons faire en sorte, au cours des prochains jours, que le mouvement en faveur de la paix qui a été créé par ce dangereux accrochage ne soit pas perdu.

Les lettres échangées par le président des États-Unis et le premier ministre d'Union soviétique touchaient à des questions qui se rattachent expressément au désarmement. Le gouvernement estime qu'il existe à Genève tous les organes voulus pour poursuivre l'exploration de ces thèmes et que la conférence de 18 nations sur le désarmement devrait se réunir de nouveau dans les plus brefs délais, sa mission étant de s'occuper de ces problèmes qui, tout en n'étant pas nouveaux en soi, peuvent avoir reçu en fin de semaine une nouvelle possibilité de solution.

Il est résulté de toute cette affaire qu'un pas en avant a été fait, que bien peu de personnes auraient pu prévoir il y a une semaine: l'Union soviétique a accepté le principe de l'inspection et de la vérification. Si le règlement actuel est pleinement accepté, ce sera la première fois qu'une entente sur des mesures de désarmement sera appliquée sous une surveillance internationale. Cela permet d'espérer, dans le domaine du désarmement en général, alors que jusqu'à présent les Soviets exigeaient que tout accord international sur le désarmement ne donne lieu à aucune inspection, manière de procéder qui serait des plus dangereuses pour le monde libre.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, les députés, comme tous les hommes animés de bonne volonté, partagent les sentiments de soulagement éprouvés par le premier ministre devant l'issue de la brûlante question de Cuba. Notre soulagement est d'autant plus grand que nous sommes conscients de l'ampleur de la catastrophe qui serait arrivée si les choses avaient pris un tour différent. Monsieur l'Orateur, notre soulagement et notre satisfaction ne peuvent que grandir étant donné le caractère des notes que viennent d'échanger les chefs des deux grandes puissances qui, appuyés par leur gouvernement et leur peuple, ont le pouvoir de régler la grande question de la guerre ou de la paix entre eux.

Je suis heureux que le premier ministre ait été en mesure de redresser l'équivoque possible et inquiétante de la prise de position de l'Union soviétique qui aurait pu lier l'affaire de Cuba à la question des bases américaines de l'OTAN établies en Turquie. C'est certainement une question qu'il faut étudier en elle-même. A un moment donné, on se demandait avec inquiétude si l'Union soviétique ne lierait

pas ces problèmes de façon à empêcher le règlement de l'un et de l'autre.

Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre l'a si bien dit, tempérons notre soulagement comme nous avons tempéré nos craintes et évitons aussi bien l'optimisme exagéré que le pessimisme exagéré. Bien que nous espérons tous du fond du cœur qu'on ait réussi à régler cette crise qui semblait nous mener au bord même de ce qui aurait été la guerre nucléaire, il existe d'autres situations dangereuses qui pourraient facilement devenir critiques. Le premier ministre en a mentionné une à laquelle nous songeons tous, celle de Berlin.

Il va sans dire que, dans la guerre froide à l'échelle mondiale, les points de tension sont reliés entre eux. Par conséquent, monsieur l'Orateur, si ce que nous espérons être le règlement de la crise cubaine peut faire diminuer la tension qui règne ailleurs, et surtout faire progresser le désarmement, le président des États-Unis aura droit à toute notre gratitude pour avoir pris position comme il l'a fait la semaine dernière.

Le premier ministre a mentionné également, hier, une autre chose qu'il faut sûrement éviter: clamer qu'un côté l'a emporté sur l'autre. La seule victoire que nous voulons dans une situation comme celle-là, c'est la victoire de la paix accompagnée de la liberté, sans laquelle la paix est bien peu de chose. La déclaration faite hier par M. Khrouchtchev, dont le président des États-Unis a parlé comme d'une contribution importante et constructive à la paix, ouvre la voie à d'autres pourparlers. Je conviens avec le premier ministre qu'à l'heure actuelle c'est certainement l'objectif de ceux qui dirigent que d'exploiter au maximum cette occasion qui se présente en faisant preuve de persévérance, de patience et d'espoir mais sans se leurrer et en se rendant bien compte que les solutions ne seront ni faciles ni rapides à trouver.

Si, toutefois, cette crise, comme on l'a dit à la Chambre la semaine dernière, peut nous être profitable pour hâter la solution d'autres problèmes, alors vraiment nous aurons été de l'avant. En l'occurrence, monsieur l'Orateur, les membres de la coalition atlantique, l'OTAN, doivent faire cause commune et rester solidement unis. J'ose espérer que le Conseil de l'OTAN, à son plus haut échelon politique—les événements de la semaine dernière en ont peut-être souligné l'importance—pourra maintenir des consultations presque ininterrompues pour que l'Occident puisse trouver le moyen de perpétuer les progrès réalisés. Il faut espérer que la crise cubaine sera résolue.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]